

Brochure n° 3179

**Convention collective nationale**

**IDCC : 1534. – ENTREPRISES DE L'INDUSTRIE  
ET DES COMMERCE EN GROS DES VIANDES**

AVENANT N° 85 DU 18 FÉVRIER 2016

RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE

NOR : ASET1650525M

IDCC : 1534

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux de la convention collective nationale n° 3179 des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes se sont réunis afin d'étudier les comptes de résultat du régime et sont convenus d'apporter les modifications suivantes, nécessaires pour le maintien de l'équilibre financier du régime.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent avenant est applicable aux entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes.

**Article 2**

*Objet du présent avenant*

Le présent avenant modifie l'article 11 de l'avenant n° 80 relatif au régime de prévoyance du 17 janvier 2012.

Les autres dispositions de l'avenant n° 80 susvisé ne sont pas modifiées.

**Article 3**

*Modification de l'article 11 de l'avenant n° 80 relatif au régime de prévoyance*

L'article 11 « Cotisations et répartitions » est modifié et remplacé comme suit :

« Les taux de cotisation sont fixés comme suit :

- décès toute cause = 0,24 % du salaire de référence ;
- rente éducation = 0,14 % du salaire de référence ;
- longue maladie = 0,32 % du salaire de référence ;
- invalidité = 0,49 % du salaire de référence ;
- inaptitude partielle d'origine professionnelle ou non professionnelle = 0,20 % du salaire de référence ;
- inaptitude totale d'origine professionnelle ou non professionnelle = 0,11 % du salaire de référence.

Les cotisations sont assises sur le salaire mensuel brut de référence, plafonné à la tranche B.

Les cotisations sont réparties à raison de 60 % à la charge de l'employeur et 40 % à la charge des salariés. »

#### **Article 4**

##### *Date d'effet*

Le présent avenant prend effet au 1<sup>er</sup> avril 2016.

#### **Article 5**

##### *Durée et modalités de révision et de dénonciation*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Chaque partie signataire peut demander à tout moment la révision totale ou partielle du présent avenant. Toute demande de révision devra être portée, par lettre recommandée ou par voie électronique avec avis de réception, à la connaissance des autres parties contractantes ; elle devra comporter l'indication des points dont la révision est demandée et des propositions formulées en remplacement.

L'avenant pourra également être dénoncé par l'une des parties signataires, moyennant le respect d'un préavis de 3 mois dans les conditions prévues par les dispositions légales.

#### **Article 6**

##### *Dépôt et extension*

Les parties signataires du présent avenant conviennent de demander son extension, Culture viande étant chargé des formalités de dépôt et de demande d'extension dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Paris, le 18 février 2016.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

Culture viande ;

SYNAFAVIA ;

CNTF ;

FNICGV ;

FNEAP.

#### **Syndicats de salariés :**

FNAA CFE-CGC ;

FGA CFDT ;

CSFV CFTC ;

FGTA FO.